



Quel avenir pour Nethys ?

Conférence de presse du vendredi 3 juillet 2020

François Schreuer
Conseiller communal de la Ville de Liège

Qu'on le veuille ou non, l'avenir de la métropole liégeoise dépend à bien des égards de celui de l'intercommunale Enodia (ex Publifin, ex Tecteo) et, plus particulièrement, de sa considérable filiale Nethys.

Après plusieurs années de tumulte, il nous semble essentiel qu'un débat démocratique de fond, dans les communes et au-devant des citoyens de celles-ci, puisse se tenir sur le projet économique que le pays de Liège souhaite porter dans les années voire les décennies qui viennent au travers de cet outil majeur, sur la manière de transformer et de développer l'outil, au service de la région et de sa population. Ce débat n'a malheureusement pas eu lieu, comme on pouvait l'espérer, dans le cadre de la campagne des élections régionales de 2019. Entre ceux qui semblent prêts à tuer une société dont ils ont fait le symbole de l'immoralité publique et ceux qui n'ont pas complètement tourné la page de certaines pratiques inacceptables, on a bien peu entendu ceux qui ont des choses à dire sur le redéploiement industriel dont Nethys peut être l'instrument.

Alors qu'un premier plan stratégique « post-Publifin » devrait être adopté en fin d'année, alors que la toute récente décision du tribunal de l'entreprise de Liège de suspendre la vente de VOO au fonds « Providence » rouvre le jeu, les mois qui viennent constituent sans doute la première — et peut-être la seule — fenêtre dans laquelle ce débat puisse avoir lieu. Nous appelons tous les acteurs du dossier à s'en saisir.

En tant que formation politique représentée au au Conseil communal de Liège, et même si elle ne dispose d'aucune représentation au sein d'Enodia, la Coopérative politique VEGA entend apporter sa contribution à ce débat, en espérant que celle-ci participera au dépassement du contexte extrêmement passionnel des dernières années et à la focalisation sur les enjeux de fond, en particulier sur le projet industriel liégeois qu'il faut aujourd'hui reformuler ainsi que les emplois — existants et à venir — dont celui-ci a permis et permettra, si l'on agit avec perspicacité et sans trop perdre de temps, la création.

1. L'initiative industrielle publique, indispensable et malmenée

L'« affaire Publifin », dont le point de départ concerne des rémunérations indues dans les définitivement fameux « comités de secteur », a également été l'occasion, pour de multiples acteurs privés mais aussi publics, d'une attaque systémique contre cette « anomalie liégeoise » qu'est la persistance de la détention par le secteur public local d'outils économiques importants, actifs dans des secteurs concurrentiels. Même si de nombreux acteurs politiques se sont déclarés partisans de « l'initiative industrielle publique » (selon l'expression consacrée), rare sont ceux qui se sont montrés pleinement conséquents.

La Commission d'enquête du Parlement wallon n'a-t-elle pas — sortant à notre estime de son rôle —, dans son rapport final, recommandé à Nethys de se défaire de ses participations, en les privatisant ou en les cédant aux invests régionaux ? N'a-t-il pas été demandé ensuite à Nethys de se limiter à des participations minoritaires ?

Nous affirmons au contraire qu'il est non seulement légitime mais profondément souhaitable que les communes liégeoises puissent continuer à disposer d'un grand outil économique susceptible d'intervenir dans les secteurs concurrentiels, y compris en dehors de la Province de Liège, pour autant que cet outil soit mis au service de l'intérêt collectif et géré d'une manière qui garantit cet objectif.

Dans cette perspective, **un statut adéquat, un statut d'entreprise publique détenue par les pouvoirs locaux, reste de toute évidence à inventer**. Ce statut devra permettre de reconstruire un projet industriel repensé, ancré localement et clairement orienté vers la création d'emplois pérennes. Nous attendons du gouvernement wallon qu'il prenne une initiative en ce sens.

2. Nethys, levier de transition pour la métropole liégeoise

L'enjeu central de notre temps, la pierre de touche dont dépend le devenir des générations qui nous suivent, est la transition écologique et **la transition écologique est, à bien des égards, un enjeu industriel**. La transition ne sera pas possible sans modifications profondes de notre manière de produire, d'habiter, de nous déplacer. Et ces modifications ne pas possibles sans un projet et des investissements industriels importants, particulièrement à Liège, qui a pris un grand retard dans plusieurs secteurs-clés.

Pour VEGA, Nethys doit devenir le fer de lance de ce mouvement, en apportant une force de frappe dans les secteurs clés de cette transition. C'est, à certains égards, ce qu'envisage la note du management ad interim qui a été présentée (mais malheureusement pas rendue publique) le mois dernier et nous nous en réjouissons, même si, dans celle-ci, cet objectif reste dilué dans d'autres enjeux et contredit par le maintien, notamment, de la priorité aéroportuaire.

a) L'énergie

La **production d'énergie renouvelable** est la première étape obligée de tout projet de transition écologique. Avec ELICIO, nous disposons d'un outil remarquable, qui a vocation à croître de façon significative.

Un second enjeu concerne le **stockage d'énergie**, qui est une condition sine qua non au développement massif des énergies renouvelables. Pour y parvenir, le développement de la filière hydrogène, notamment, apparaît comme centrale. Nous souhaitons en faire une priorité. D'autres enjeux, comme les micro-grids, font également partie des questions stratégiques à ne pas perdre de vue. Ces enjeux sont désormais clairement identifiés dans les documents stratégiques et nous nous en réjouissons.

Pour VEGA, cet outil doit, à moyen, terme, être mis au service direct des communes actionnaires d'Enodia (dans un premier temps) et des habitants de celles-ci voire des PME situées sur leur territoire (dans un deuxième temps), en leur fournissant de l'énergie à un tarif inférieur au prix du marché, lequel prix du marché est appelé à croître de manière significative à l'avenir. Cette activité de production d'énergie verte devra également être diversifiée, en investissant, via Elicio ou autrement, dans d'autres technologies (en particulier le solaire). Dans cette perspective, le maintien de la participation dans EDF Luminus doit, de notre point de vue, être conditionné à une transformation radicale du modèle économique de cette entreprise.

b) Les réseaux de données

Le confinement nous a donné une remarquable occasion de le mesurer : la maîtrise des réseaux de données est aujourd'hui un enjeu incontournable, qui permet de limiter les déplacements inutiles et d'organiser le travail. Nous restons persuadés que la maîtrise de la tuyauterie de l'Internet est un enjeu stratégique fondamental, mais également une condition pour garantir un accès universel au réseau, dont nous constatons à quel point il conditionne aujourd'hui l'accès à des nombreux services essentiels et même l'exercice de certains droits fondamentaux. L'intérêt public de cette infrastructure nous semble dès lors évident.

Dans cette perspective, la vente de VOO reste à nos yeux un projet particulièrement discutable. Nous nous étonnons vivement que le CA de Nethys, sitôt l'annulation de la vente à Providence connue, annonce le lancement d'une nouvelle procédure de vente, sans laisser le temps à une discussion sur l'opportunité de celle-ci qui, on le sait, n'a en fait jamais pu avoir lieu puisque la vente à Providence avait été décidée en secret par l'ancien management de Nethys, mettant tout le monde devant le fait accompli.

Pour VEGA, le maintien d'un contrôle public sur cet outil est souhaitable, éventuellement en s'associant à un acter tiers pour autant que celui-ci reste minoritaire au capital et apporte des compétences utiles et des perspectives de développement et de modernisation de l'outil, lesquels doivent, on le sait, intervenir rapidement dans un secteur qui évolue très rapidement. Outre les aspects évoqués ci-dessus, c'est aussi la

seule manière de garantir, à long terme, l'ancrage liégeois de l'entreprise et le maintien de l'emploi — lesquels étaient clairement condamnés à terme par la vente au fonds Providence. Ceux qui, aujourd'hui, persistent à demander, sans autre analyse, la cession de VOO prennent à notre estime une lourde responsabilité sur le terrain de l'emploi.

Le maintien de WIN au sein du groupe participe de la même logique. Nous soutenons également le développement d'une activité de services numériques.

c) Les transports

L'enjeu de la mobilité est peut-être le défi le plus important auquel fait face aujourd'hui l'agglomération de Liège, qui a pris un retard énorme dans ce domaine face à quasiment toutes les autres agglomérations de plus de 500.000 habitants en Europe. Le sous-investissement wallon dans le transport public métropolitain, l'absence d'une autorité métropolitaine organisatrice du transport urbain (tout étant désormais centralisé à Namur), le désintérêt jusqu'il y a peu de la SNCB pour le transport suburbain ou encore le manque criant de vision d'avenir dans ce domaine du corps politique liégeois expliquent en partie cela. Mais nous pensons que cette dépendance à des acteurs extérieurs peu bienveillants peut être contournée, en développant des outils propres, dans plusieurs enjeux clés, de l'exploitation du RER aux solutions de micro-mobilité en passant par le développement de la seconde ligne de tramway dont Liège a le plus impératif besoin. La force de frappe financière du groupe Nethys, plutôt que d'être dirigée vers un aéroport dont le projet — le fret aérien — est fondamentalement antinomique aux enjeux climatiques dans l'état actuel de la technologie, pourrait y contribuer.

d) Le foncier

La métropole liégeoise manque aujourd'hui gravement d'un **outil public de maîtrise foncière**, sans lequel le pilotage des grandes opérations de transformation urbaine est extrêmement difficile. Sans lequel, aussi, la plus-value foncière générée par les investissements publics, sur les grands sites à enjeux, est captée par le secteur privé. Nous souhaitons que la métropole liégeoise se dote d'un tel outil qui, s'il est bien géré, devrait être profitable dans la durée. Nous nous réjouissons que cette question apparaisse, peu ou prou, dans les perspectives identifiées par le management ad interim. Il faut à préciser préciser ce projet et définir les balises susceptibles de le mettre au service d'un projet de transition, en veillant notamment à ce qu'il ne contribue pas à la dédensification du territoire wallon, déjà tellement avancée.

e) Les services financiers

Certains outils financiers du groupe (comme l'assureur Intégrale) peuvent également mis au service du projet de transition, notamment par leur capacité importante d'investissement — mais cela suppose une redéfinition de leur modèle économique. Nous ne sommes pas favorables à une privatisation par principe de ces outils.

3. Tourner la page de la logistique

En formulant de la sorte un nouveau projet économique et industriel, il s'agit aussi de tourner la page de l'« ère logistique », de ces trente années pendant lesquelles le développement économique liégeois a été, beaucoup trop, centré autour d'un secteur menaçant de devenir monoculture : celui de la logistique.

Car c'est de plus en plus clair : il n'est pas — il était peu, il n'est plus du tout — raisonnable de mettre la logistique au centre du projet économique liégeois. Le Triligiport est un fiasco. On est obligé de légiférer pour interdire le passage des camions dans le centre-ville. Et si on continue à développer l'aéroport, il faudra bientôt faire une cinquième bande de circulation sur le ring nord. Tout cela pour une valeur ajoutée bien trop faible et pour des entreprises qui risquent à tout moment de délocaliser. Il est temps de mettre le holà.

En particulier : nous ne voulons plus qu'un euro d'argent public soit investi dans l'aéroport de Liège. Nous souhaitons le gel du développement de celui-ci. Comme nous le faisons depuis plusieurs années, à présent, nous nous opposons en particulier à l'idée que le produit de vente de VOO serve à de nouveaux investissements à Bierset.

4. La question des médias locaux

On ne saurait évoquer l'ensemble des composantes du groupe Nethys sans dire un mot — même si cela nous éloigne un moment du fil de notre raisonnement — des médias et en particulier du groupe L'Avenir, dont la vente est clairement à l'ordre du jour. Ce sujet pose un immense enjeu démocratique, celui de la pluralité des médias.

La vente de L'Avenir comporterait en effet un risque majeur de formation d'un duopole dans la presse régionale. Dans un contexte déjà profondément sinistré, ce sont de nouvelles « synergies » et un nouvel appauvrissement de l'information régionale qui s'annoncent — ainsi que son contrôle intégral depuis Bruxelles, dont la Wallonie a déjà beaucoup trop souffert. Pour VEGA, c'est inacceptable.

Le passif entre Nethys et L'Avenir est cependant tel qu'un maintien au sein du groupe semble difficile à envisager. Nous demandons d'ailleurs au management ad interim de Nethys de veiller à la réintégration des journalistes limogés sur ordre du management précédent ou à un dédommagement significatif de ces personnes.

Nous défendons donc l'idée de **faire de L'Avenir un groupe de presse wallon indépendant, sous la forme d'une fondation financée par les pouvoirs publics locaux**, en associant à ce projet l'ensemble des communes et des provinces de Wallonie, avec une mission centrale : garantie, de façon ambitieuse, pluraliste et qualitative, la couverture de l'actualité locale en Wallonie.

5. Des investissements nécessaires

Cet excursus médiatique étant fait, revenons-en au cœur du propos : la redéfinition de Nethys comme « levier de transition ». La pleine mise en œuvre de ce projet, la pleine réalisation de l'immense potentiel des outils industriels détenus par Nethys, va demander des **investissements importants**.

Jusqu'à présent, c'est par la vente de certains actifs qu'il a été principalement envisagé de réunir ce financement. Même si, dans la vision que nous défendons, Nethys est appelé à se désengager de certains secteurs (notamment de l'aéroport), nous pensons qu'il est nécessaire d'envisager d'autres pistes.

Même si le contexte économique rendra cette décision difficile pour les communes, il nous semble tout d'abord souhaitable de **renoncer au versement de dividendes aux communes**, pour les années à venir voire de façon structurelle, afin de concentrer les marges dégagées par l'activité vers l'investissement et le développement de l'outil — le retour économique pour les communes étant généré de façon indirecte mais beaucoup plus structurelle, par la création d'emplois ou par des avantages en nature (électricité verte à tarif préférentiel, disponibilité d'un outil foncier, investissement dans les transports, etc). Les missions des communes devraient en effet pouvoir être financées par la fiscalité et par les mécanismes de redistribution régionaux, sans avoir à compter sur le produit, par nature incertain, d'une activité industrielle. Il est temps que les niveaux de pouvoir supérieurs s'en rendent compte et veillent à refinancer de façon importante les communes.

Au-delà, la question d'une **recapitalisation** du groupe devrait à notre sens pouvoir être posée. Les dividendes issus de RESA pourraient fournir une source appréciable de moyens dans cette perspective.

En tout état de cause, nous nous opposons à la logique du détricotage de l'outil que certaines communes semblent privilégier, à l'heure actuelle. Et nous sommes estomaqués d'entendre certains acteurs politiques proposer que la vente des actifs de VOO serve à financer, sur le territoire liégeoise, des missions qui relèvent des compétences de niveaux de pouvoir supérieurs, en particulier la Région wallonne, ce qui reviendrait à opérer un transfert au bénéfice de celle-ci mais au détriment de l'actif patiemment constitué par les communes.

6. La faillite de la consultance

Parmi les leçons à tirer, il ne faut pas oublier le secteur de la **consultance**, dont la corruption, dans le dossier Nethys, explique en partie l'ampleur du dérapage qui a été observé : sans la complicité active de M. Bughin, notamment, la folle échappée de M. Moreau et de ses acolytes se serait probablement achevée beaucoup plus tôt, épargnant bien des avanies à la société, à ses travailleurs et aux communes. On aurait en particulier évité l'épisode des valorisations de complaisance réalisées par McKinsey

pour la vente de Win et Elicio, mais aussi de VOO. Sur cette seule question, l'actif public a été sous-valorisé de plusieurs centaines de millions d'euros et l'annulation des ventes de ces trois sociétés, à laquelle nous sommes finalement parvenus, aura un coût qui doit être chiffré.

La société McKinsey, dont les fautes lourdes se sont multipliées au fil des années — ce qu'elle a reconnu publiquement —, a cependant obtenu au mois d'avril dernier, un accord avec le management ad interim de Nethys : un versement de 7 millions d'euros (sur les 40 touchés entre 2009 et 2019) en échange du renoncement à toute poursuite judiciaire. Nous sommes extrêmement étonnés de cet accord qui nous paraît bien trop favorable à McKinsey, dès lors que le préjudice consécutif aux fautes commises par cette société est probablement largement supérieur à ce montant. Nous demandons au CA d'ENODIA d'exiger la révision de cet accord et de **demander à la justice une indemnisation plus conforme à la réalité du préjudice subi.**

De façon plus fondamentale, nous nous interrogeons fortement sur l'utilité même du recours incessant à des consultants payés, pour certains, 5000 euros la journée — qu'ils viennent de McKinsey ou d'autres structures — et sur les balises susceptibles d'éviter à l'avenir de retomber dans la collusion qui a été observée dans le dossier Nethys.

7. Gouvernance : retrouver le sens du public

L'une des raisons pour lesquelles le modèle construit par M. Moreau et consorts a explosé en vol est le décrochage complet entre, d'une part, une structure publique (Publifin), dont les instances étaient composées de mandataires publics qui ne contrôlaient quasiment plus rien et d'autre part, un groupe industriel privé (Nethys, protégé de surcroît par le « pare-feu » Finanpart, aujourd'hui dissous) qui ne rendait plus guère de comptes à personne. Cette situation était aggravée — et a été rendue possible — par le fait que de nombreux mandataires désignés dans les instances n'avaient tout simplement pas les compétences nécessaires pour exercer pleinement leur mission de contrôle.

Le modèle qui se construit actuellement — dans lequel la décision est confiée à des experts — pose cependant également problème, en éloignant la société de son ancrage démocratique et territorial et, dans certains cas, en suscitant des conflits d'intérêts dans le chef de grands dirigeants économiques qui multiplient les casquettes d'une manière qui pose parfois question quant à la manière dont ils vont défendre les intérêts de la société.

La gouvernance qu'il faut inventer doit éviter ces deux écueils. Pour y arriver, il faudra notamment miser sur la **formation des élus locaux** — et pas uniquement ceux qui siègent dans les instances des intercommunales — afin de leur — de nous — permettre de mieux apprécier les questions importantes touchant à l'avenir de ces outils. Il faudra aussi **simplifier fortement les structures**, pour les rendre plus lisibles, et donc plus facilement compréhensibles et plus aisément contrôlables. Il faut encore **développer**

une culture de la reddition de compte, y compris vis-à-vis des habitants des communes faisant partie de l'intercommunale, à travers une plus grande transparence sur le fonctionnement du groupe et à travers des dispositifs permettant aux habitants de poser des questions et d'obtenir des réponses sur les choix opérés par le groupe.

Nous pensons aussi que la création d'un **outil métropolitain liégeois** — une institution publique à l'échelle de la ville morphologique, dotée d'une élection directe et d'un Conseil délibérant publiquement, dont Liège a plus urgent besoin — est de nature à favoriser le contrôle sur Enodia, comme d'ailleurs sur l'ensemble des intercommunales, en constituant une réelle tutelle politique sur l'outil, disposant du poids suffisant à faire contrepoids aux éventuelles velléités d'autonomisation de celles-ci et permettant d'ancrer les débats industriels dans les questions politiques.